

Remerciements de Monsieur Laurent STÉFANINI  
Éloge de son prédécesseur  
Monsieur Jacques BOISSONNAS

Madame la Présidente  
Monsieur le Secrétaire perpétuel  
Chères consœurs, chers confrères

C'est un grand honneur pour moi d'être aujourd'hui reçu à l'Académie de Nîmes et vous me permettez, avant toute chose, de remercier ceux à qui je dois ce privilège.

En premier lieu, je mentionnerai Daniel-Jean Valade, qui m'en a fait connaître l'existence et qui me l'a décrite en de tels termes que j'ai eu envie de faire partie d'une si noble compagnie. J'y associerai mes deux autres parrains en cette Académie, Alain Penchinat et Antoine Bruguerolle.

Cher Daniel-Jean, c'est grâce à la candidature de Nîmes au Patrimoine mondial de l'UNESCO que nous avons fait connaissance. Une candidature au Patrimoine mondial est œuvre ardue et de longue haleine et plus de dix ans se sont écoulés entre le lancement du projet et sa réalisation. Le premier dossier, centré sur « l'ensemble urbain historique de Nîmes » ne fut pas retenu au comité du Patrimoine mondial de Bahrein en juillet 2018 mais, comme toujours, la décision de report permit de reprendre les termes de l'inscription et finalement, c'est la « Maison Carrée de Nîmes, temple romain iconique » qui a été inscrite au Patrimoine mondial de l'humanité le 18 septembre dernier, lors du 45<sup>ème</sup> comité, à Ryad, capitale de l'Arabie saoudite, l'Arabia Felix des Romains.

Car il existe un Patrimoine mondial de l'humanité comme, en creux et en négatif, il existe des crimes contre l'humanité. Les Nations Unies et ses Institutions spécialisées en sont les gardiennes. Comme l'a précisé Jean-Paul Fournier, notre maire, « nous serons dignes de cette décision. La Maison Carrée, chère aux habitants de Nîmes et aux citoyens de la République française est désormais un bien commun de toutes les Nations Unies ». Avec Daniel-Jean Valade et Jean-Paul Fournier, c'est aussi Mary Bourgade, adjointe au maire, en particulier chargée du Patrimoine que je voudrais ici remercier de leur confiance. Comment l'UNESCO, dont l'emblème est justement un temple hexastyle portant sur ses marches les lettres de l'acronyme des diverses missions de l'Organisation dans les domaines de l'Education, des Sciences et de la Culture, n'aurait-elle pas accueilli en son sein « l'une des plus anciennes expressions et parmi les mieux conservées, d'un temple romain consacré au culte impérial », comme l'a souligné Mme Roseline Bachelot alors ministre de la Culture, en 2022 ? Cette façade de temple est le symbole le plus fort et le plus universel de la civilisation d'origine gréco-romaine que l'on retrouve dans l'architecture de tant de parlements et d'universités, modernes et contemporains.

Comme le soulignait le premier dossier d'inscription, il y a cinq ans, « à Nîmes, ce ne sont pas tant les monuments qui ont influencé le développement de la ville ou la forme de ses

constructions que le regard qui a été porté au cours des siècles sur ces monuments encore présents ».

Cette découverte approfondie de Nîmes a été pour moi une révélation. Il est vrai que de par mes origines à la fois corse et auvergnate, je me suis toujours considéré comme gallo-romain et que je suis heureux et fier d'avoir été un peu adopté par la « colonia Nemausensis ». Cette adoption complète heureusement une ancienne et amicale pratique du Département du Gard, tant à l'Est, chers amis Henry et Evelyne Méchoulan qui m'avez initié aux charmes virgiliens de Vers-Pont du Gard qu'à l'Ouest, cher Jean-Marie Cambacères, qui m'a introduit au Mas Mathieu et à la Gravette de Corconne, dans la viticulture du Pic-Saint-Loup et de ses antiques cépages Cinsault, Mourvèdre, Carignan, Grenache noir et bien sûr Syrah qui nous viendrait de la Syrie, de Chiraz et de la Perse, grâce aux Croisades.

En second lieu, parmi mes parrains en cette académie, j'entends mentionner Sylvie de Turckheim et son coreligionnaire Jacques Boissonnas.

Sylvie de Turckheim aurait dû être présente parmi nous si sa santé le lui avait permis. Conservatrice en chef honoraire du Patrimoine, amie depuis 1986, c'est-à-dire depuis 37 ans, Mme de Turckheim a longtemps conservé les médailles et les monnaies étrangères du cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale et présidé la Société française de Numismatique, qui a tenu à Nîmes ses journées annuelles, du 31 mai au 2 juin 2019. Son savoir étendu, ses origines à la fois alsacienne par son père, tarnaise et toulousaine par sa mère, Marie-Henriette Courtois de Maleville – Nous sommes toujours en Occitanie – Sa foi réformée cévenole profonde comme sa personnalité originale et énergique m'ont toujours séduit.... Et par elle, j'ai connu Jacques Boissonnas, ce qui me conduit à l'éloge d'aujourd'hui puisque je dois lui succéder sur son fauteuil.

\*

Cher Jacques Boissonnas, vous êtes né à un moment tragique et dans un lieu inattendu, le 26 juin 1940, à Clairac, en Lot et Garonne. Le moment est tragique car vous naissez quatre jours après l'armistice de Rethondes du 22 juin 1940 alors que votre mère achève un exode débuté à Paris et poursuivi en Normandie puis vers le Sud-Ouest. Le lieu est aussi inattendu pour un protestant convaincu car Clairac est surtout connue à Rome par son abbaye, qui constituera l'essentiel de la donation faite en 1604 au chapitre de Saint Jean de Latran, par Henri IV, après son ultime et définitive « abjuration » comme l'on disait alors. Cette donation vaut depuis aux chefs de l'Etat français d'être toujours à ce jour « premier chanoine et unique chanoine honoraire » de l'archibasilique patriarcale majeure de Saint Jean de Latran, cathédrale siège de l'évêque de Rome. Pour un protestant, voilà un beau symbole d'œcuménisme que votre naissance. Cher Jacques, vous êtes surtout le fils de deux personnalités connues du protestantisme français qui ont leur notice dans le « dictionnaire biographique des protestants français » de Patrick Cabanel et André Encrevé (les Editions de Paris, janvier 2015).

Votre père, Eric Boissonnas (1913 – 2005) fut ingénieur géophysicien, résistant de 1941 à 1944, dans les Pyrénées, passionné de montagne et d'art contemporain, cet art qu'il a découvert au cours de douze ans passés aux Etats Unis, entre 1946 et 1959. A son retour en France, il est à l'origine de la création de la station de Flaine en Haute-Savoie, si originale, si moderniste, dont

l'architecte est Marcel Breuer, issu du Bauhaus. Selon les propres termes d'Eric Boissonnas, lors de l'inauguration de la station en 1968, - je le cite – Flaine est « conçue comme un prototype d'urbanisme, d'architecture et de design », une vision en rupture avec l'architecture traditionnelle de montagne mais qui se veut respectueuse de l'environnement naturel.

Votre mère, Sylvie Boissonnas (1912 – 1999) est la fille de Conrad Schlumberger, l'un des fondateurs de la société de recherche pétrolière éponyme. Elle se passionnera toute sa vie pour l'art contemporain. A Flaine, elle réalise la décoration des hôtels et crée un centre d'art contemporain où elle organisera plus de soixante-dix expositions entre 1970 et 1995. En 1977, avec son mari, elle est membre fondateur du Centre Georges Pompidou ; en 1978, présidente de l'Association des centres d'art privé ; de 1981 à 1987, présidente de la Société des amis du Musée national d'art moderne ; Vos deux parents ont été de grands mécènes de l'Institution.

Vous savez, cher Jacques, marcher sur leurs traces. Père de deux filles et grand-père de quatre petits-enfants, vous êtes à la fois un entrepreneur, un homme de culture et un mécène. Entrepreneur, vous aimez monter et revivifier des entreprises, successivement Sentou, société d'édition et de diffusion de meubles et d'objets design de 1970 à 1989 ; Olivier Desforges, société de linge de maison ; et enfin la plus originale et connue de tous, l'Eléphant bleu, spécialisée dans le lavage de voitures et que l'on retrouve à travers toute l'Europe. Vous la dirigerez de 1995 à 2021.

Homme de culture, vous avez deux centres d'intérêt, le piano et l'art contemporain. Sur les traces de vos parents, vous présidez la Société des amis du Musée national d'art moderne de 2011 à 2014 et êtes à l'origine de la création de son Cercle International. Si vous n'avez jamais vécu à Nîmes, vous avez dans le Gard et dans le Tarn voisin, vers Mazamet, au Vintrou, des attaches locales qui vous rapprochent de la ville. Au Vintrou, chaque été, avec Roland et Sabine de Malherbe, vous organisez une Académie de musique. Le hasard et l'amitié vous conduiront à être proche ami de Bob Calle, oncologue de son état et père de Sophie Calle, né le 1<sup>er</sup> octobre 1920 à Aigues-Vives, comme Gaston Doumergue, mais surtout grand collectionneur et proche des plus grands artistes contemporains, César, Arman, Boltanski, parmi d'autres. C'est par ce biais que vous participez aux côtés de Jean Bousquet à l'aventure du Carré d'Art et que vous vous en retrouvez l'un des mécènes. Vous vous rapprochez également de l'Académie de Nîmes dont vous devenez membre en 2012 et où vous aidez à la restauration d'œuvres du 1<sup>er</sup> étage de l'hôtel de la rue Dorée.

Bref, ce n'est pas par la Romanité, l'Antiquité et l'Histoire que nous nous sommes trouvés, ce n'est pas non plus par l'art contemporain qui m'est assez étranger, mais d'une certaine façon par le Protestantisme et par les amitiés féminines, de notre amie Sylvie de Turckheim-Pey, que j'ai déjà évoquée et d'une autre belle figure de votre famille, l'épouse du cousin germain de votre mère, Diane Schlumberger, qui m'accueille souvent au Val Richer, il y a plus de vingt ans, et me fit découvrir la belle personnalité de François Guizot, plus précisément votre arrière-arrière-grand-père, votre quadrisaïeul. Vous êtes, avec raison, fier de cette filiation Guizot. Elle domine votre famille, les de Witt, les Schlumberger et, plus récemment les Boissonnas.

Votre sœur, Catherine Boissonnas-Coste a publié en 2002 chez Perrin les « Lettres de Guizot à sa fille Henriette », Henriette Guizot de Witt (1829 – 1908), mère de Marguerite de Witt-Schlumberger. Ayant perdu en quelques années autour de 1833 – 1840, ses deux épouses, son frère, ses deux belles sœurs et son fils unique alors, de 22 ans, prénommé François Guizot comme son père, le 15 février 1837, Guizot fut toujours très attaché à ses deux filles, Henriette et Pauline plus qu'à son dernier fils Guillaume. C'est donc par les femmes, depuis quatre générations, que se transmet l'héritage, dans tous les sens du terme, de François Guizot, et, dans votre cas par Sylvie Schlumberger. Et il a son temple, qui fut son refuge et sa Thébaïde pendant son long exil intérieur de 1849 à 1874, et qui demeure partagé entre ses centaines d'héritiers. Le lieu de sa mémoire est un « sovkhoe familial qui a marché » selon l'expression de François Furet que vous m'avez confiée, cher Jacques, le Val Richer.

A côté du Val Richer, je mentionnerai également Couzières, en Touraine, cher à Sylvie de Turckheim où François de Witt-Guizot (1870 – 1939), fils de Pauline Guizot, président des Eclaireurs unionistes de France et de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, fit de nombreux séjours dans le premier tiers du XXème siècle.

Mais revenons dans le midi et évoquons, ici, sous ce buste, la belle figure de François Guizot, le Nîmois, qui fut soixante-six ans membre de notre Académie.

Qui est François Guizot ?

- Un nîmois ;
- Un historien ;
- Un homme d'Etat ;
- Un protestant.

Je souhaite ici remercier mon ami Laurent Theis qui m'a fait comprendre Guizot dont il a publié chez Fayard en 2008 une remarquable biographie dont le propos liminaire commence par ces lignes :

« Quelle destinée que la mienne ! » s'exclamait François Guizot à la fin de sa vie, à laquelle il trouvait comme à toute son époque, quelque chose de shakespearien. A la tragédie mêlée comme il convient de grands succès et de profonds mécomptes, s'ajouta chez lui du romanesque. Il y a chez Guizot du Cardinal de Bernis, au siècle précédent. Bernis, dont notre Cathédrale accueille la dépouille et qui fut lui aussi un grand homme d'Etat, lucide, malmené par ses contemporains et dont la mémoire est ternie.

Guizot est d'abord un nîmois. Comme il l'écrivit à son fils Guillaume, en 1852 : « après cinquante ans de vie dans le Nord, quand je ferme les yeux, c'est le ciel et le soleil du Midi que je vois. J'ai cette lumière-là dans l'âme comme elle était devant mes yeux ». Né le 4 octobre 1787 rue Caguensol, aujourd'hui disparue, Guizot fut surtout marqué par l'exécution de son père sous la Terreur, le 8 avril 1794, pour fédéralisme, alors qu'il n'avait que 7 ans et par son départ vers l'inconnu, vers Genève, en 1799, à 12 ans. La ville de ses aïeux, des deux côtés, lui deviendra un peu étrangère et il n'y séjournera plus qu'en de brèves et rares occasions souvent pour des raisons familiales en 1807, 1809, 1814, 1821 puis politiques en 1830 car il s'intéressera toujours à la vie publique du Gard. Après trente ans d'absence, Guizot n'y revint qu'une

dernière fois, en avril 1860, pour assister au mariage de son fils Guillaume au Grand Temple par le pasteur Jean Monod, pour inaugurer une rue à son nom et pour prononcer un discours à l'Académie.

Guizot est devenu parisien et normand d'adoption, sa circonscription est à Lisieux et son refuge au Val Richer où il mourra le 12 septembre 1874. Pourtant, comme le souligne Laurent Theis « son aspect physique laisse paraître ses origines : petit brun sec et cambré aux grands yeux noirs, la parole très facile servie par une diction qui détache nettement les syllabes et que souligne une pointe d'accent, les mains en mouvement renforçant l'expression..... une sensibilité vive, presque charnelle, aux couleurs et surtout aux parfums, enfin un sang très chaud dans l'intimité en dépit d'une apparente froideur affectée en public et le tempérament volontiers batailleur ».

### Guizot est ensuite un historien

Tout débute en 1808, avec celle qui allait devenir sa première épouse, Pauline de Meulan. Ensemble ils publient une nouvelle édition en français du livre d'Edward Gibbon « Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain ». Jusqu'à l' « Histoire de France racontée à mes petits-enfants », achevée en 1874 avec sa fille Henriette de Witt-Guizot, ce sont soixante-six ans de travaux historiques dominés par quelques ouvrages qui conservent aujourd'hui toute leur valeur scientifique : « Histoire de la civilisation en Europe », « Histoire de la Révolution d'Angleterre », auxquelles on peut ajouter les huit volumes des « Mémoires pour servir à l'histoire de notre temps », remarquable analyse de son époque, qui ne peuvent être comparés qu'aux « Mémoires de guerre » du Général de Gaulle ou au « Testament politique » de Richelieu.

C'est en juillet 1812, à moins de 25 ans, qu'un heureux concours de circonstances lui vaut d'être nommé professeur d'histoire moderne à la faculté des lettres de Paris. Quinze ans plus tard, il est reconnu comme le plus grand professeur d'histoire et comme l'un des meilleurs historiens de son temps. Son histoire est une histoire politique, comme celles d'Augustin Thierry, Thiers, Mignet, Michelet, qui tous cherchent à comprendre le monde qui les entoure et les formidables transformations des années 1789 à 1815. Son cours est suspendu en 1822 mais il le retrouve en 1828 et, après avoir traité des origines du gouvernement représentatif, il traite de l'histoire de la civilisation, en Europe et en France en particulier.

Cette « Histoire de la civilisation » dont il est l'inventeur, dans une approche qui influença Marx, il la définit lui-même « elle est le résumé de toutes les histoires ; il les faut toutes pour matériaux, car le fait qu'elle raconte est le résumé de tous les faits ».

Guizot a une conception fataliste, comme l'on disait alors, de l'Histoire. Son déterminisme est à mi-chemin entre le providentialisme de Bossuet et le matérialisme historique de Marx. Ce sont selon « les forces et les lois naturelles, générales », que « les faits se lient et se modifient ». Continuant Mme de Staël dans ses « Considérations sur la Révolution française », il endosse une réflexion de Sully : « les révolutions qui arrivent dans les grands Etats ne sont point un effet du hasard ni du caprice des peuples ».

Le déterminisme historique de Guizot laisse peu de place aux actes libres de l'homme lui-même et moins encore au rôle des grands hommes. Il n'en reconnaît d'ailleurs que quatre dans l'histoire de l'Occident : Charlemagne, Cromwell, Washington et Napoléon.

Sainte Beuve moquera dans « le « Constitutionnel » en avril 1850, la prétention exorbitante des doctrinaires, dont Guizot, à faire entrer l'histoire dans des schémas à priori, comme si « les folies, les ambitions personnelles, les milles accidents bizarres qui animent l'histoire des hommes comptaient pour rien ».

A partir de 1830, en responsabilités gouvernementales, Guizot n'enseignera plus mais, Ministre de l'Intérieur en 1830, il créera le poste d'Inspecteur général des monuments historiques, confié à Louis Vitet puis à Prosper Mérimée ; Ministre de l'Instruction publique en 1833, il patronne la fondation de la Société de l'Histoire de France, puis le « Comité des travaux historiques et scientifiques ». Enfin, en 1832, il contribue au rétablissement de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancienne deuxième classe de l'Institut de France créée en 1795, supprimée en 1803 par Napoléon Bonaparte qui se défiait des « idéologues ». J'ai la chance d'être membre correspondant de cette utile Académie refondée par Guizot.

Venons-en justement à Guizot homme politique. Comme le souligne Laurent Theis, « il fut durant près de 14 ans Ministre de la Monarchie de Juillet, au point de l'incarner tout autant que le Roi Louis-Philippe ». Ministre de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Affaires étrangères et Président du Conseil, François Guizot s'attacha à promouvoir le libéralisme à l'intérieur, la paix à l'extérieur et défendit le principe de la monarchie parlementaire contre les extrêmes en s'appuyant sur les classes moyennes supérieures des « capacités » comme l'on disait à l'époque.

Le système de gouvernement par des « moyens tranquilles et réguliers », pour reprendre sa propre expression, s'appuyant sur la Charte constitutionnelle de 1830, est symbolisée par deux expressions, celle du « juste milieu » (entre les excès de la Révolution et de la réaction) dont se réclament les élus juilletistes de l'époque et celle de la devise de la Monarchie de Juillet qui ornait les bâtiments publics et les hampes des drapeaux « Liberté et Ordre public ».

En politique intérieure, le programme bourgeois et conservateur est simple, comme Guizot le rappellera dans son intervention à la Chambre des Députés du 1<sup>er</sup> mars 1843 : « il y a eu un temps où la conquête des droits sociaux et politiques a été la grande affaire de la Nation. La conquête est accomplie (---). A présent, usez de ces droits, fondez votre gouvernement, affermissez vos institutions, éclairez-vous, enrichissez-vous par le travail et par l'épargne, améliorez la condition matérielle et morale de la France. Voilà ce qui donnera satisfaction à cette ardeur du mouvement, à ce besoin de progrès, qui caractérise notre Nation ».

En politique étrangère, son action fut dominée par la haine de la guerre. Son enfance et sa jeunesse avaient été baignées par les innombrables guerres de la République et de l'Empire qui s'étaient conclues par les désastres de 1814 – 1815 et l'occupation de la France jusqu'en 1818. Dans son esprit, dictature révolutionnaire et aventurisme extérieur étaient deux faces de la même réalité, contraire aux intérêts de la France et des Français. Aussi fut-il, avec le Roi Louis-Philippe, le « Napoléon de la Paix », en particulier pendant ses 88 mois, de 1840 à 1848, de Ministre des Affaires étrangères, beau record ! Basée sur la « première entente cordiale » avec

la plus importante puissance mondiale du moment qu'était l'Angleterre, sa politique étrangère est résolument pacifiste. « En politique extérieure, on ne peut- pas ne penser qu'à soi seul et ne faire que ce qui vous convient et vous plaît. Il faut faire la part des autres » (intervention à la Chambre des Députés de janvier 1845).

Cette politique générale conservatrice, prudente et réaliste, s'appuyant sur un corps électoral réduit et aisément manipulable (200 000 électeurs en 1832 en France, contre 800 000 en Grande Bretagne, pays deux fois moins peuplé) n'était pas de nature à susciter la popularité. Guizot n'en a cure. « Je ne méprise pas la popularité ; je méprise l'impopularité » ou bien « dans les pays libres, le meilleur gouvernement n'est presque jamais populaire. Il a toujours contre lui le parti des espérances et celui des mécomptes ».

Cette indifférence à l'opinion publique l'isole alors que la presse, même régulièrement muselée à partir de 1835, est de plus en plus populaire et critique.

Le divorce entre un gouvernement « droit dans ses bottes » et des masses parisiennes habituées à l'émeute conduira au drame des 22 – 24 février 1848 et à la chute non seulement du Gouvernement mais du système institutionnel de la Monarchie de Juillet. Et je n'oublie pas, en diplomate que je suis, que c'est devant le Ministère des Affaires étrangères de l'époque, boulevard des Capucines, en face de l'actuel café de la Paix que dans la soirée du 23 février 1848 débuta une fusillade qui devait renvoyer pour 26 ans, jusqu'à sa mort, François Guizot à la vie privée.

#### La Religion fut alors pour lui une consolation.

A la fin de sa vie, il se proclamait ce qu'il était depuis le début : « chrétien, protestant et libéral ». A la sociabilité protestante, le Nîmois passé par Genève s'agrégea dès son entrée dans le monde parisien. Elu au consistoire de l'Eglise réformée de Paris en 1815, il le restera jusqu'à sa mort en 1874. Il entre en 1817 à la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants de France, en 1818 à la Société biblique protestante, sorte de filiale autonome de la grande Société biblique de Londres où encore, en 1825, à la Société protestante de prévoyance et de secours mutuels. Toutes ses sociétés qui relèvent d'un esprit libéral, il les présidera parfois à plusieurs reprises. Enfin, Guizot contribuera à la création de la Société de la morale chrétienne, en 1821 et la présidera de 1828 à 1830, succédant à Benjamin Constant. Cette société vise à « l'application des préceptes du Christianisme aux relations sociales ». On y retrouve en fait la fine fleur de l'opposition libérale qui milite aussi bien pour la lutte contre la traite négrière, l'émancipation des Grecs, le soutien des jeunes orphelins, l'abolition de la peine de mort et l'amélioration de la condition pénitentiaire.

Comme le souligne Laurent Theis, selon Guizot, la liberté est au cœur du Christianisme, en ce que ce dernier distingue, sans les opposer, la sphère religieuse et la sphère civile. « Il y a autant d'avantages à s'allier que de péril à se confondre. S'allier parce que les idées chrétiennes sont d'autant plus nécessaires à un gouvernement libre que ceux qui y prennent part sont plus nombreux et que la Religion y est un élément de stabilité et de moralité ».

Mais pour autant, le Christianisme c'est aussi l'autorité librement acceptée, consentie et nécessaire au fonctionnement tant de la Religion que de la Société.

En cela, et contrairement à nombre de protestants, Guizot a toujours témoigné d'une grande considération, voire déférence envers le Catholicisme et sa hiérarchie, qui étaient selon lui à la fois constitutifs de la Société française et une utile ressource contre l'antichristianisme révolutionnaire. Sachant et déclarant que la France ne deviendrait jamais protestante, il a toujours soutenu et encouragé l'aile libérale du Catholicisme français, de Lamennais à Lacordaire, en passant par Montalembert. «C'est un fait immense que le Catholicisme et la Liberté ensemble ».

Alors pourquoi cette chute brutale et infâmante du 24 février 1848 ? A quoi tiennent son impopularité et son discrédit posthume ? D'abord à son identité protestante dans un pays encore marqué par le Catholicisme ; ensuite par son goût de l'étranger, Angleterre et Suisse qui le conduira à être un artisan de la paix à tout prix dans un pays encore imprégné des gloires de l'Empire et de l'esprit de conquête ; par sa personnalité souvent suffisante, consciente de sa supériorité intellectuelle ; enfin par son refus élitiste du suffrage universel que le Second Empire saura encadrer dans la France du XIXème siècle. S'il était en avance sur son temps pendant le premier tiers du siècle, il avait fait son temps en 1848 et il fut l'une des grandes victimes du « printemps des peuples ».

\*

Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire perpétuel,  
Mes chers parrains, mes chers amis,

Nous voici au terme de cette communication, de Nîmes à Guizot et de Guizot à Nîmes, en passant par Jacques Boissonnas.

Cher Jacques, c'est à vous que je dois d'être ici aujourd'hui. Merci de me prêter votre fauteuil. Vous pourrez toujours vous y installer et c'est un honneur de pouvoir faire l'éloge d'un homme tel que vous, si profondément chrétien réformé, en sa présence. Ad multos annos ! comme l'on dit à Rome. L'évêque Séguier, notre premier protecteur, ne me contredirait pas. Pour François Guizot, notre éternel protecteur, je ne retiendrai qu'une seule phrase, si utile à notre époque :

« Le monde appartient aux optimistes ; les pessimistes n'en sont que les observateurs ». Enfin, restent Nîmes et son Académie, qui m'accueillent aujourd'hui. Je m'efforcerai de m'en montrer digne et vous remercie pour votre attention.

\*